



Les territoriaux de Montreuil en grève le 23 mars pour défendre un service public de qualité

Après les fortes mobilisations des agents de mai à septembre dernier contre un plan social déguisé, après 4 mois de négociations, la municipalité de Montreuil nous annonce aujourd'hui qu'elle sanctionne le personnel et condamne le service public à se «dégrader».

La municipalité applique sur le plan local l'austérité qu'elle condamne au plan national.

Le maire dit que les services publics sont la richesse de ceux qui n'en n'ont pas.

Dans le même temps, la municipalité choisit de **dégrader la qualité du service rendu à la population** :

- En réduisant la dépense dans les services rendus aux publics les plus fragilisés (baisse de la subvention au Centre communal d'action sociale, suppression de postes dans les services de proximité et d'accueil du public)
- En réduisant le nombre de remplacements de personnels dans les services (comme les centres de loisirs ou les crèches) **au risque que ceux-ci ferment.**
- En **revenant sur des acquis sociaux** des agents de la ville de Montreuil :
 - suppression définitive de la prime d'installation (2100 euros) lors de la mise en stage des agents.
 - suppression des congés de pré-retraite (de 1 à 3 mois selon l'ancienneté).
 - baisse de 10 % de la subvention versée au Comité des Œuvres Sociales (COS), association du personnel s'apparentant à un comité d'entreprise.

A ce recul sur les acquis, s'ajoute un discours stigmatisant le personnel sur l'absentéisme sans en chercher vraiment les causes, alors que nous demandons une étude objective sur la souffrance au travail qui n'a toujours pas vu le jour et alors même qu'il n'y a plus de médecin du travail.

Tout cela dans une Ville dirigée par une majorité d'Union de la gauche qui s'apprête à fêter les 80 ans de la victoire du Front populaire !

Pourtant, d'autres choix sont possibles.

Nous nous opposons à l'argumentaire de la Municipalité sur la fatalité des coupes sombres dans la masse salariale dégradant le service public.

Nous nous opposons à ce que le personnel soit la variable d'ajustement budgétaire proposée par la municipalité, alors que d'autres dépenses pourraient être utilement contenues sans préjudice pour la bonne tenue du service public à Montreuil.

Soucieux des finances de la Ville, les agents ont déjà fait des propositions d'économies.

Nous souhaitons aujourd'hui être enfin entendus pour satisfaire nos revendications. Y répondre c'est rendre le service public à la population.

Habitant-es, usagers, salarié-es, défendons un service public de qualité à Montreuil !